Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 750

Artikel: Sérail politique : cherchez la femme!
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1017188

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

RADIOS LOCALES

Tenir cinq ans

Un grand quotidien romand titrait glorieusement au début de novembre de l'année passée: «Le monopole a vécu, vive les radios locales.»

Cet été, à l'occasion du lancement de «Radio-Sarine», «La Liberté» (2.6.84) livrait son commentaire sous le titre: «Radio-Jouet». Dans le numéro de septembre du Bulletin de la FIEJ (Fédération internationale des éditeurs de journaux), un article de deux responsables de l'Union Romande des Journaux, sobrement annoncé «La presse suisse dans la guerre des fréquences». Et cette conclusion: «Les radios locales n'ont, jusqu'à ce jour, pas réalisé la percée que certains espéraient ou craignaient. Le phénomène existe néanmoins et il est irréversible. Pour se protéger, les journaux ne devront-ils pas, dans la mesure où ils le pourront, faire aussi de la radio?»

Voici le problème posé, mais qu'en pensent vraiment les auditeurs-lecteurs? Trouvent-ils de quoi nourrir leur libre-arbitre à l'ombre des éditeurs, investisseurs, animateurs et publicitaires? Quelques impressions.

CHASSEZ LE SCEPTICISME

Comme toutes les nouveautés, les radios locales, même les plus professionnelles, ont été accueillies avec scepticisme. Il faut admettre que certaines d'entre elles ont contribué, par leur dilettantisme, à nourrir ce scepticisme. Et pourtant d'autres ont d'emblée trouvé une note correspondant à leur vocation. Nous ne citerons que Radio Chablais pour exemple. Pendant la période où DP a suivi attentivement ses émissions, il y a découvert le souffle d'une vraie radio régionale dont la collaboration avec Radio L, pour les heures où une émission propre serait trop onéreuse, se révélait une solution intéressante, capable de marquer la distance avec la SSR.

Ailleurs, comme à Radio Région Plus, par exemple, prime l'expression de copains désireux de se faire plaisir en tout premier lieu, tout en amusant les amis.

PAUVRES ET RICHES

Soit une carte de la Suisse. Par exemple celle publiée dans le numéro 2 de «Media Trend Journal». Tirons un trait de Martigny (Radio Martigny) à Saint-Gall (Radio Aktuell). Que trouvons-nous au sud de cette ligne, dans des régions manifestement peu peuplées? Une seule radio locale: Radio Matterhorn à Zermatt. En revanche, au nord de cette ligne, 22 émetteurs, dont 10 en Suisse romande (deux bilingues, français et allemand).

Une typologie des radios locales n'est pas facile à faire, mais des écoutes régulières ou occasionnelles permettent de constater que le Département de M. Schlumpf a réellement cherché à favoriser des expériences de différentes sortes avant de décider quel sera l'avenir du monopole. Un choix contestable, sous bien des aspects; nous l'avions dit et nos réserves se vérifient à l'usage. Et il faut craindre dès maintenant l'arbitraire des bilans finals. Reste que voici des radios riches à Zurich, à Bâle et à Lausanne, des radios pauvres à Zurich, à Lausanne, à Echallens et ailleurs, des radios locale à Martigny, régionales au Chablais et dans le Jura bernois, cantonale dans le Jura et, peut-être bientôt à Neuchâtel, strictement culturelle à Berne (Radio Förderband), de gauche (Radio Acidule et Radio LoRa), à soutien religieux (Radio Cité) et nous en passons.
En restera-t-il vingt dans quatre ans, comme le pense M. Schlumpf? Nous en doutons.

SÉRAIL POLITIQUE

Cherchez la femme!

Contrairement aux journaux alémaniques, la presse romande a réservé un accueil très mitigé au quatrième et dernier rapport sur la situation de la femme en Suisse, consacré à la «politique au féminin». Dommage pour le sujet, grillé pour un bon bout de temps, et tant pis pour celles qui ne l'ont pas toutes bien traité. L'inégalité des textes juxtaposés n'a d'ailleurs pas échappé à la commission fédérale qui les édite sans retouches, histoire d'éviter les reproches essuyés dans le passé de la part d'auteurs vexés.

Sans enthousiasme certes, mais avec un certain respect, on peut lire les textes historiques qui ouvrent ce quatrième rapport; ils rappellent les étapes de la conquête du suffrage féminin et les développements intervenus depuis 1971, notamment par l'émergence des «mouvements autonomes». L'inventaire des organisations «traditionnelles», dressé par Gabrielle Nanchen rendra pas mal de services pour ce qui est des fichiers et des adresses utiles. Bref, dans l'ensemble, l'histoire est correctement restituée, sans le moindre élan lyrique, mais avec la solide honnêteté d'usage.

CONTRE-VÉRITÉS

Il n'en va pas de même pour l'action récente des femmes entrées en politique. D'abord l'analyse se limite au niveau fédéral, pratiquement au Conseil national, et aux deux premières législatures «avec dames» (1971-1979). En rétrécissant ainsi son champ d'observation, la politologue Ballmer-Cao évite d'avoir à nuancer les assertions sommaires servies à propos des interventions des élues comme des activités des militantes «de base». D'où les bizarreries déjà relevées par la presse: les femmes parlementaires se spécialiseraient — volontairement ou non — dans les questions dites féminines,

l'éducation, la famille, la sécurité sociale, avec un zeste de politique étrangère ou culturelle. Voilà qui correspond sans doute à une réalité dans les rangs bourgeois, où l'on s'abstient d'envoyer des femmes dans les commissions fédérales réputées lourdes (en argent) qui traitent d'affaires économiques et financières, et où il n'est pas question, bien sûr, de désigner une femme comme porte-parole de groupe (partisan). Toutes choses en revanche courantes à gauche où les femmes sont plus nombreuses — sur les 24 femmes députés à Berne, on compte 11 socialistes et 2 POCH.

Cela n'empêche pas ledit rapport d'affirmer que l'intégration des femmes dans les partis de gauche s'avère plus difficile! Il fallait oser l'écrire, même en reconnaissant que les femmes de gauche mettent leur conviction dans l'avenir d'un féminisme plus exigeant. A noter que proférant cette contre-vérité, Mme Ballmer-Cao s'inspire principalement d'un papier du Groupe féministe du Parti socialiste genevois (1982) qui évoque la difficulté de concilier les convictions féministe et socialiste, quand on les porte au même degré de «radicalisation»... A ce taux-là, il faut bien admettre en effet qu'aucun parti politique n'a su intégrer le féminisme, qui ne trouvera du reste jamais, porté à ce point d'intransigeance, de refuge accueillant que dans des mouvements autonomes. Encore que le dernier mot ne soit ici pas dit: comme le rapport le souligne, «pour un mouvement social de type nouveau né en dehors du système et pluraliste en soi, l'institutionnalisation implique sans doute des tentations de compromis et des risques de conformité».

En tout état de cause, le conflit semble devoir, le temps de la décantation, s'envenimer entre «la base», fondamentalement non conformiste dans ses idées et plus radicale dans son mode d'action, et «l'élite», entraînée aux compromis et autres ambiguïtés inhérentes à la participation.

DES QUALITÉS BIENVENUES

Reste évidemment à démontrer en quoi la «politique au féminin» se distingue de la politique traditionnelle, à dominante masculine. Le rapport lui-même nous éclaire à peine sur cette question décisive, même pas abordée dans les descriptions sectorielles consacrées aux médias et à la «recherche féministe». C'est à peine si la conclusion, non signée, du document, tente de cerner la «politique au féminin» en une série de cinq constatations qui occupent les seules pages écrites moins d'une année et demie avant leur publication. En bref, il semble confirmé que les femmes s'avèrent plus libres dans leur pensée, plus indépendante vis-à-vis des groupes d'intérêts, plus directes dans leurs interventions, plus soucieuses d'efficacité que de ménager les pouvoirs (y compris dans leur propre parti). N'en jetez plus! L'arrivée des femmes sur la scène politique n'a pas (encore) changé l'argument de la pièce, ni l'intrigue.

Admettons que le ton et le style de la «politique au féminin» sont différents: beaucoup de franchise, pas mal de courage, l'audace du direct, souvent la distance souriante qui indique l'humour, et surtout l'horreur du bavardage solennel par lequel les hommes politiques croient accéder à la notabilité, au sens le plus lourd du terme. Moins imprégné des qualités qu'il reconnaît aux femmes, le rapport se livre à quelques circonvolutions teintées de réalisme, comme pour faire contre-poids; et de souligner la timidité des femmes, leur manque de confiance en elles-mêmes, leur solidarité intermittente les unes à l'égard des autres.

Solidarité: le maître mot, et un acquis dont l'importance «semble décroître dans la mesure où croît l'égalité des droits». Maintenant que les grands combats sont formellement achevés, les rangs se desserrent et les partis récupèrent leurs ouailles. Le défi est là: la politique au féminin se caractérisera de plus en plus, non seulement par son style original, mais aussi par sa capacité à sauvegarder une aptitude au travail unitaire, en préservant pour les grandes occasions ces liens interpersonnels qui tissent les plus solides réseaux de solidarité.

Prochain test pour cette «politique au féminin»: la campagne référendaire sur le nouveau droit matrimonial. Le front des partisan(e)s du nouveau code du mariage s'élargit tous les jours, par-delà les désaccords sur la protection de la maternité ou le droit à la vie. Bon signe.

EN BREF

La renommée de Jürg Stäubli, «manager» du groupe Stifag, l'homme qui a fait expulser par les Broncos les occupants de l'immeuble de l'avenue Soret 12 à Genève est déjà bien établie. Ce que l'on ignore probablement, c'est que ce promoteur de choc, âgé actuellement de 27 ans, était membre des jeunesses communistes à 17 ans. Selon ses propres dires, enregistrés par la «Berner Zeitung» (27.10.84): «A l'époque Marx m'avait fasciné.»

* * *

Des Tchèques réfugiés en Suisse ont constitué en 1970 un syndicat des travailleurs tchèques en Suisse, affilié à la Confédération des syndicats chrétiens. Au fil des années, ils sont devenus membres du Parti démocrate chrétien, ce qui a facilité leur naturalisation, selon les indications données dans le journal en allemand de «Coop-Suisse» (1.11.84). Ces réfugiés ont même pu constituer un cercle tchécoslovaque au sein du PDC, grâce à une révision des statuts de ce parti.

* * *

Il y a cinq partis représentés au Parlement allemand à Bonn, mais une publication sur la vie des partis allemands de 1945 à 1980 donne des indications sur quatorze partis qui ont siégé plus ou moins longtemps à Bonn et sur trente-six partis ayant été présents dans les parlements des différents Etats allemands. Au total, 130 formations politiques ont en fait tenté leur chance pendant la période sur laquelle porte l'étude. En définitive, beaucoup d'appelés, mais peu d'élus!